

à régler les frais de transport et de manutention pour les marchandises à partir des Maritimes jusqu'à la Colombie-Britannique et de retour au Québec, le gouvernement est libre de le faire. Mettez-les tous sous l'autorité de la Commission du blé. Finissons-en avec les belles paroles des vieux partis à l'égard d'un principe pour lequel les agriculteurs luttent depuis plus de 70 ans, d'un organisme sans cesse compromis par ceux qui voudraient s'en débarrasser. Débarrassons-nous de la mentalité de la Bourse des grains de Winnipeg, qui laisse les gens se tirer d'affaire seuls. Il ne devrait pas y avoir de doute à ce sujet. La vente dirigée veut dire assurer, en vertu de la Commission du blé, des grains fourragers pour l'Ouest et l'Est du pays. C'est la seule façon d'aboutir à une politique équitable sur les prix et l'approvisionnement à l'intention des agriculteurs de l'Ouest comme de l'Est.

● (0010)

Je le signale instamment aux membres du parti créditiste de La Belle Province. C'est l'unique solution. S'ils favorisent ce genre d'appui en faveur d'un Office canadien des provendes et d'une Commission du blé élargie, je suis persuadé que les producteurs de l'Ouest et de l'Est aboutiront à quelque chose d'utile. J'approuverais même le fait que la commission consultative de la Commission du blé compte des représentants du Québec et des provinces Maritimes, afin qu'ils contribuent à la situation des prix et de l'approvisionnement. C'est sûrement là le moyen de mettre au point une politique et c'est le moyen de l'établir.

M. Norval Horner (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, je voudrais traiter d'abord des restrictions des États-Unis sur l'exportation des dérivés des oléagineux et des protéines minérales destinées aux éleveurs. C'est avec une vive inquiétude que j'ai appris que beaucoup de gens de ma circonscription restreignaient la production en raison du coût élevé des additifs fourragers. Je m'inquiète également à la pensée que malgré la pénurie mondiale de vivres, des producteurs des États-Unis tuent leurs poulets, noient les poussins, abattent les truies et restreignent la production mondiale.

Aux États-Unis, l'approvisionnement en poulets de grain baissera de 10 p. 100. On s'attend à une montée des prix. On prévoit une diminution de 6 p. 100 dans la production d'œufs. Les prix resteront fermes. La production de lait va diminuer. Les prix vont sûrement rester fermes. Tout cela est le résultat du coût élevé des additifs protéiques.

En ce qui concerne l'élevage des animaux d'embouche aux États-Unis, il y a de 12 à 14 p. 100 d'animaux de moins dans les porcs d'engraissement. C'est la preuve que le prix et la demande seront forts à l'avenir. Les provisions de soya vont probablement être suffisantes si la récolte

Grains fourragers

actuelle pousse et celles de farine de poisson sont suffisantes.

J'ai lu avec intérêt un article dans l'édition du 6 juillet du *U.S. News and World Report*. Il dit que nous courons le risque d'une pénurie de viande et de la vente de la viande au marché noir. Ce sont des prévisions alarmantes pour l'avenir. Cela aura des répercussions non seulement sur la production de blé mais sur toute la production alimentaire au Canada.

On a posé des questions sur les limites établies par le président Nixon pour les exportations américaines à Lester R. Brown, spécialiste de la production alimentaire aux États-Unis et dans le monde. On lui a demandé s'il pensait que c'était une bonne idée. Il a répondu:

Non, c'est une grave erreur. Cela aggravera manifestement le déficit de la balance des paiements de ce pays, ce qui affaiblira davantage le dollar.

Nous devons admettre que l'agriculture est un des rares secteurs où nous avons un avantage concurrentiel important. Les exportations américaines de produits agricoles sont passées de 6 milliards de dollars il y a cinq ans à environ 11 milliards de dollars au cours de l'année civile 1973.

On lui a ensuite demandé:

Quelle autre solution apporter à une limitation des exportations des produits agricoles—le rationnement alimentaire?

Il a répondu:

Cela peut être nécessaire sous une forme ou une autre. Voyez-vous, nous connaissons pour le moment une impasse commerciale: On ne peut restreindre les exportations de produits agricoles sans mettre le dollar en danger ou déclencher de graves pénuries d'énergie.

Il est intéressant de noter que la production agricole est une question tellement importante aux États-Unis qu'au moins quelques personnes s'inquiètent de ce qu'une réduction des exportations puisse influencer sur la crise énergétique dans ce pays.

D'après l'article, les réserves mondiales de céréales sont à leur plus bas depuis 20 ans. Parallèlement, la consommation mondiale de céréales a augmenté de 60 p. 100 au cours des vingt dernières années. D'autres facteurs influent sur la consommation de céréales dans les pays en voie de développement. Selon les estimations, chaque personne consommera environ 400 livres de céréales par année, soit directement ou par l'intermédiaire de produits de la viande. Dans un pays comme le Canada, nous avons besoin d'environ 2,000 livres de céréales par personne. A mesure que les revenus augmentent dans les pays qui se situent entre ces extrêmes, la consommation de céréales ou de produits céréaliers va en augmentant. Ce fait a des répercussions plutôt graves pour nos projets d'avenir au Canada.